

RASSEMBLEMENT À PARIS

Que faut-il attendre des états généraux si, au préalable, n'est pas posée l'exigence : interdiction des licenciements ?

ANALYSE

Groupement d'intérêt public et états généraux de l'industrie

ALORS que s'installent les ateliers régionaux des états généraux de l'industrie, le comité local de Montereau contre les licenciements vient de dresser, lors d'une conférence de presse, le bilan d'un groupement d'intérêt public (GIP) (1) mis en place dans le sud de la Seine-et-Marne en décembre 2005. Ce GIP avait pour objectif, selon ses initiateurs, d'« assurer un suivi préventif des entreprises », de « coordonner les activités de reclassement », de s'appuyer « sur les efforts de revitalisation qui sont ou seront conduits par les groupes industriels supprimant ou réduisant l'emploi sur le territoire. » Des représentants de l'Etat, des conseils généraux de Seine-et-Marne et d'Île-de-France, les entreprises locales ABB, Nina Ricci, Thomson-Videoglass, concernées par le dispositif, y siégeaient comme membres fondateurs, ainsi que des représentants départementaux des confédérations syndicales, du patronat (Medef et CGPME), de l'AFFA, de l'ANPE, d'autres entreprises... comme membres associés. N'est-ce pas ce que Nicolas Sarkozy et le gouvernement mettent en place aujourd'hui à l'échelle de tout le pays avec les états généraux de l'industrie ?

Or, quel est le bilan de ce GIP ?

113 emplois ont été supprimés chez Nina Ricci, 150 chez Thomson-Videoglass, 213 chez ABB après la fermeture de l'entreprise SKF en 2004, avec le licenciement de 206 salariés. Et en 2006, fermeture de l'usine Kuhn-Nodet entraînant 145 licenciements. La lutte des salariés combattant pour l'unité avec leurs organisations syndicales contre la vague de licenciements amènera finalement les organisations syndicales à quitter le GIP.

Deux logiques s'affrontent, celle des salariés qui, avec leurs organisations syndicales, cherchent la mobilisation unitaire pour empêcher les licenciements, mais se heurtent à l'isolement entreprise par entreprise, et celle des états généraux de l'industrie qui visent à amener les organisations ouvrières à cogérer les fermetures d'entreprise et les licenciements. Combattre pour l'interdiction des licenciements ou les coorganiser avec le gouvernement et les patrons, telle est l'alternative posée aux partis qui se réclament des intérêts ouvriers.

C'est ce que diront les délégations de travailleurs de centaines d'entreprises qui se rassembleront, avec leurs pancartes et banderoles, le 28 novembre, devant l'Assemblée nationale à Paris. Ils y seront aux côtés de militants ouvriers de toutes tendances, membres des comités pour la marche unie, pour faire avancer le combat pour l'unité pour l'interdiction des licenciements.

LAURENCE FAYARD

(1) Un groupement d'intérêt public est un partenariat entre des partenaires publics et des organismes privés ayant une mission administrative ou industrielle et commerciale.

MONTEREAU (SEINE-ET-MARNE)

“L'unité réalisée aujourd'hui est un énorme encouragement, c'est l'expérience de la lutte contre la fermeture de mon entreprise.”

La conférence de presse du comité local de défense des salariés contre les licenciements (extraits de la discussion du 10 novembre).



A la tribune (notre photo), de gauche à droite : Michel Garnier, militant syndicaliste retraité ; Florent Dumont, militant PCF ; Alain Aucouturier, secrétaire du comité POI de Montereau ; Marianne Longuet, secrétaire de la section PCF de Montereau-Varenes ; Léo Aiello, conseiller général PS du canton de Montereau ; José Ruiz, maire PCF de Varenes-sur-Seine ; François Roger, maire PS de Champagne-sur-Seine ; Claude Jamet, maire PS de Bagneaux-sur-Loing. Deux délégués syndicaux de l'entreprise EB2 et un délégué syndical de Silec Câbles étaient aussi présents.

José Ruiz, maire PCF de Varenes-sur-Seine ouvrait la conférence de presse du comité en soulignant le plaisir qu'il avait « d'accueillir diverses formations politiques de gauche à l'origine de cette initiative » dans sa commune. Puis Marianne Longuet (PCF) insistait : « Ensemble, par-delà nos différentes positions, nous avons décidé d'œuvrer pour la réalisation de cette marche d'unité pour l'interdiction des licenciements et au plan local pour la mobilisation de l'ensemble de la population contre les licenciements, pour obtenir le paiement intégral du chômage partiel et combattre le travail précaire. »

Léo Aiello (PS) précisait notamment : « Je partage 90 % du contenu des textes adoptés en commun. C'est la base sur laquelle on peut élaborer une démarche commune. 2 500 emplois sont détruits chaque jour, 12 % de chômage à Montereau. Il faut rechercher un accord large pour l'interdiction des licenciements. »

« Depuis 1980, soulignait **Claude Jamet, maire PS de Bagneaux-sur-Loing**, notre commune a perdu 2 400 emplois. Ainsi à l'entreprise Corning, la fabrication des plats Pyrex est partie en Argentine et la télévision en Inde. Dans le cadre de la fermeture de Thomson, le repreneur espagnol, Rioglass, a bénéficié d'aides énormes : on a obligé Thomson à mettre 80 millions d'euros pour la démolition, et le conseil régional a mis 24 millions d'euros pour la formation. Les salariés ont été payés pendant deux ans pour se former. Puis on est passé de 600 à 300 salariés. Rioglass a investi zéro euro. Ensuite, ils sont repartis en Espagne et ont vendu à Prevent, un groupe slovène qui travaille pour Volkswagen et Audi. La conséquence, c'est qu'il y a un plan de sauvegarde

de l'emploi (PSE) de 90 personnes : 47 en 2009 et 17 pour 2010. Corning vient de licencier 25 personnes. Keraglass a investi 60 millions d'euros au détriment des autres sites pour construire un troisième site, mais ils ont dit : "pas d'embauche". »

François Roger, maire de Champagne-sur-Seine et secrétaire fédéral du PS, dénonçait l'expérience du groupement d'intérêt public (GIP) : « A Champagne-sur-Seine, l'usine Jeumont-Schneider, qui avait 3 000 salariés, a fermé en 1992. Ensuite, chez ABB, 206 emplois ont été supprimés. Au même moment, il y a eu

les plans chez Nina Ricci, Thomson, SKF. Je me suis présenté comme maire pour défendre les salariés. En 2005, nous avons organisé une marche pour l'emploi. Mais où reclasser les salariés ? Le préfet nous a imposé un GIP. Bilan du GIP à Champagne : zéro. Au moment de sa fermeture, ABB faisait 5 % de bénéfice. Le repreneur a gardé 15 salariés, pour finalement fermer en 2005. Jeumont-Electrique reprend 15 salariés ; il en annonce 50 en 2010 et 100 en 2011, alors qu'il s'était engagé à en reprendre 206 !

Le député-maire de Montereau nous parle de Leclerc, qui vient d'ouvrir. En fait, il ne "crée" que des CDD de 25 heures. Avec un budget de 485 000 euros, le GIP n'a créé que 185 emplois ! Je ne siège plus au GIP, il faut continuer à se battre. »

« L'unité réalisée aujourd'hui est un énorme encouragement, c'est l'expérience de la lutte contre la fermeture de mon entreprise, Kuhn », notait **Alain Aucouturier (POI)**, qui signalait la présence du comité au rassemblement du 28 novembre devant l'Assemblée nationale, prochaine étape nationale dans le combat pour l'unité pour l'interdiction des licenciements. « Nous allons y participer et appeler les travailleurs à y participer. Et nous allons développer ce regroupement que nous sommes en train de mettre sur pied et passer à l'action localement. »

Un délégué syndical d'EB2 revenait sur la situation dans son entreprise, qui met en place un plan de neuf licenciements : « En 2006, nous avions presque 100 emplois, intérim compris. En 2009, on est à 47, et l'on se dit qu'ils veulent fermer l'usine. Il reste sept jours avant que les neuf collègues reçoivent leur lettre et nous craignons que, le mois prochain, il y ait un autre plan de neuf. Le directeur a tout décidé à l'avance. Il faut vraiment l'unité contre les licenciements, c'est urgent. »

En conclusion, **José Ruiz** relevait « l'importance du rassemblement qui s'opère, l'unité qui s'est réalisée » et la nécessité de se « tourner vers la population, prendre des initiatives publiques sur les communes présentes : Varenes, Champagne, Bagneaux. Nous aurons aussi à expliquer le rôle d'Yves Jégo, ex-secrétaire d'Etat, ex-responsable du GIP. »

Lettre des organisateurs du rassemblement du 28 novembre 2009 (extraits)

A l'attention de l'ensemble des partis qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie

Mesdames, Messieurs, chère(s) camarades,

tendances, venus de tous les horizons du mouvement ouvrier, qui se rassembleront ce 28 novembre à l'Assemblée.

Au nom de la tribune de la conférence de Puteaux du 5 septembre, nous vous informons que, le 28 novembre, se rassembleront à l'Assemblée nationale les délégations de travailleurs venus de plus de 250 entreprises du privé dans plus de 40 départements (...).

En ce mois de novembre, les plans continuent à pleuvoir et PSA vient d'annoncer 6 000 suppressions d'emplois en France (...).

Que faut-il attendre d'états généraux pour une politique industrielle présidée par le P-DG de Sanofi-Aventis, celui-là même qui, dans les derniers dix-huit mois, a mis en œuvre les suppressions de centaines d'emplois dans sa propre entreprise ?

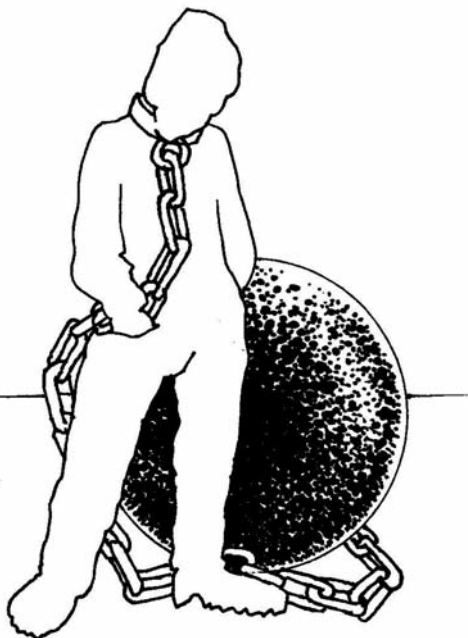
Que faut-il attendre de la participation à ces états généraux si, au préalable, n'est pas opposée l'exigence incontournable : interdiction des licenciements ? C'est la question posée par les travailleurs et militants de toutes

Au nom de la tribune de la conférence de Puteaux, qui a pris l'initiative du rassemblement du 28 novembre (et qui compte des militants du PCF, du PS, du NPA, du POI, du PG et des travailleurs), nous nous adressons de nouveau à vous. Le 28 novembre, des délégations ouvrières se rendront auprès des groupes parlementaires du PS, du PG, du PCF avant ce rassemblement pour entendre votre réponse à cette exigence d'interdiction des licenciements. Exigence que nous vous invitons à venir exprimer à la tribune du rassemblement, comme les travailleurs sont en droit de l'attendre de tout parti qui affirme défendre leurs intérêts.

Chacun le sait, l'effondrement de l'industrie dans notre pays a déjà plongé dans la misère des centaines de milliers de familles ouvrières. Elle en menace des millions. Unité pour l'interdiction des licenciements !

RIS LE 28 NOVEMBRE

Grâce à de nouveaux droits individuels...



... Mieux s'attacher à l'entreprise.

Essonne, Loiret, Rhône, Alpes-Maritimes, les conférences départementales préparent le rassemblement

ESSONNE

Salle pleine à Brétigny-sur-Orge pour la conférence des dix comités locaux, qui a rassemblé 75 militants ouvriers de 23 entreprises. Dans un appel adopté après plus de trois heures de débat, ces travailleurs et militants du PCF, du PG, du PS et du POI expliquent pourquoi ils appellent au 28 novembre.

« Dans notre entreprise, il y a des licenciements, mais aussi le stress, la précarité, le chômage partiel. Chez nous, ils n'embauchent plus, ils utilisent des intérimaires, alors qu'il pourrait y avoir des dizaines de CDI en plus, alors que nous avons des commandes depuis huit ans. Il faut stopper cela. Il faut se battre dans toutes nos entreprises, s'organiser pour l'unité, l'embauche et l'interdiction des licenciements. » « Ras le bol », renchérit un travailleur du privé. « Les délocalisations se poursuivent dans toutes les entreprises. Les patrons sont gorgés de fric, neuf cents millions d'euros de cash-flow. Avec ça, deux dirigeants reçoivent chacun 3 500 actions gratuites et procèdent à 500 licenciements. »

Les interventions se multiplient, et l'une reçoit l'assentiment unanime des participants : « Il ne faut pas qu'on reste isolé. Cela nous amène à perdre chaque fois. Les dirigeants nationaux des partis ont ignoré jusqu'à présent notre exigence d'interdiction des licenciements et de marche unie. »

Ils parlent d'élections régionales. Alors que trois cent trente mille chômeurs supplémentaires sont annoncés d'ici à la fin de l'année dans l'industrie, que restera-t-il de notre pays quand arriveront ces échéances électorales. Que restera-t-il de nos emplois. »

Ce débat a aussi associé des militants du secteur public. Un postier a expliqué : « Le 24, nous serons en grève pour le retrait du projet de loi et le retour au monopole de La Poste. Oui, il faut la grève jusqu'au retrait du projet de loi. Aujourd'hui, parmi les postiers, il y a des ouvriers relevant de plusieurs conventions collectives du privé. Un seul centre de tri fermé, c'est la suppression de 300 emplois à la clé. C'est pourquoi j'appelle aussi au 28. »

LOIRET

A la conférence départementale pour l'unité pour l'interdiction des licenciements à Fleury-lès-Aubrais (Loiret), participaient des syndicalistes, des salariés de l'usine Rohm & Haas, des militants et responsables du PS et du PCF et du POI.

Un syndicaliste de l'usine Rohm & Haas déclarait : « On ne comprend pas pourquoi ça ferme. On a tout essayé, mais les "ricains" ont décidé et on est considéré comme de la m... On voulait conserver notre emploi, c'était notre revendication première ! Ils nous parlent de reprendre, mais c'est de la poudre aux yeux. »

Un autre salarié de Rohm & Haas, membre du Parti de gauche : « C'est d'abord l'avenir de nos enfants qui est en cause, il faut insister là-dessus ! Il va falloir prendre la suite de tous ceux qui se sont battus pour obtenir les droits et les acquis que nous avons connus et qui disparaissent les uns après les autres. Appeler à une union de tous les salariés, c'est ce qu'il faut. » Michel Breffly, conseiller général PS du canton de Fleury-lès-Aubrais, affirmait : « C'est vrai chez Rohm & Haas, chez Altadis et pareil chez Thales, etc. On est dans un monde de fous, complètement irrationnel. Il y a des licenciements qui devraient être hors la loi. Les "politiques" »

Premier rassemblement national à Paris pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements samedi 28 novembre 2009 à l'Assemblée nationale à 14 h 30

ont leur rôle à jouer ; est-ce qu'on le joue ? Bien, je n'en suis pas sûr... Il faut savoir dépasser des appréciations différentes pour qu'il y ait un appel commun contre les licenciements. Je le ferai remonter dans mon parti et j'essayerai de participer le 28 novembre. »

Pour sa part, Pierre Pothée, vétéran du PCF, considère qu'« ils veulent faire de la France un désert industriel parce que, tant qu'il y a un prolétariat, il y a une résistance des syndicats, etc. On ne peut pas se mettre d'accord sur tout, tout de suite, mais sur des points précis, on peut agir ensemble et reconstruire une unité. » Les dix-neuf présents se sont inscrits pour participer au rassemblement national du 28 novembre.

RHÔNE

Echos de la deuxième conférence départementale à Rillieux-la-Pape.



RENAUD Gauquelin, conseiller général du Rhône, déclarait : « Je signe publiquement l'appel au 28 novembre devant l'Assemblée nationale, au titre de citoyen et d'élu. » Il a également annoncé que la municipalité apporterait son aide financière.

Le débat s'est ensuite engagé sur les états généraux de l'industrie à partir d'un projet de lettre à Jean-Jacques Queyranne, député PS du Rhône, président de la région Rhône-Alpes. Une élue PCF : « Personne ne se fait d'illusion sur ces états généraux, mais ne faut-il pas y aller pour faire entendre la voix des salariés ? » Le secrétaire de la section PCF ajoutait : « Nous ne sommes pas pour la politique de la chaise vide. Le PCF a des propositions pour les régionales : constitution d'un pôle financier régional pour aider les petites entreprises, arrêter de financer les grosses. »

Un participant rappelait : « On nous a expliqué l'important, c'est les primes. Il y eu les actions spectaculaires, entreprise par entreprise, les états généraux, c'est un peu la suite. »

Un autre encore : « C'est trop dangereux, c'est mettre les syndicats en situation de couper eux-mêmes les branches, les usines considérées comme "inutiles", on ne peut entrer dans ce système. »

La lettre à Jean-Jacques Queyranne était finalement adoptée par tous les présents, dont les militants du PCF, la secrétaire de la section ajoutant : « Les faits trancheront et, avant les états généraux, il y aura le rassemblement du 28. »

ALPES-MARITIMES

Une quarantaine de travailleurs, venus de 14 entreprises du département : Schneider, Wipac, Alcatel-Lucent, Thales Alenia, Space, Amadeus, Neo Security, Sogeti, GFI, Sopra, Visteon, Veolia, France Télécom, ADSEA, Aseica, des fonctionnaires de l'enseignement, du CNRS et de la commune de Nice, ainsi que le POI et le NPA, et des militants du PCF participaient à la conférence de Mouans-Sartoux.

« On externalise des missions, les emplois et les compétences, puis, quand certaines filiales sont »

en difficulté, on s'en débarrasse. Ainsi, on met des entreprises en difficulté délibérément », dénonçait un salarié de Thales (600 sous-traitants).

Un salarié d'Alcatel-Lucent expliquait la mobilisation qui a eu lieu contre les 32 suppressions de postes prévus à Sophia, et qui a pour l'instant permis de conserver l'emploi.

Un autre participant rapportait ce qu'il avait lu dans le journal du PS : Pascale Girard, militante du PS des Alpes-Maritimes et secrétaire nationale en charge de la formation et de la Sécurité sociale se prononce pour un « pacte social » entre « l'Etat, les régions et les partenaires sociaux » pour « un droit syndical tout au long de la vie », mais ne dit mot des licenciements, du CDI et des garanties qui y sont attachées dans le Code du travail et les conventions collectives.

La conférence, dans son appel, pose une question « à nos collègues du PS, du PCF et du PG et à leurs organisations : est-il possible de sécuriser nos parcours professionnels et de garantir un emploi à chaque jeune sans arrêter la vague de licenciements et de délocalisations qui déferlent sur le pays, sans interdire les licenciements ? »

L'appel se conclut par la décision de participer au rassemblement du 28 novembre et à se constituer en comité départemental.

TÉMOIGNAGE

Gilles, syndicaliste à l'entreprise Cummins, à Quimper, prépare la délégation au rassemblement du 28 novembre

« La direction de l'entreprise veut réduire les coûts de 25 %. »

Nous avons eu 87 suppressions de postes. Il reste 420 à 430 salariés, sur plus de 630, car il y avait 120 à 130 intérimaires en permanence. Intérimaires et CDD sont arrivés au bout de leur contrat fin septembre ; 8 % des salariés sont en arrêt de travail depuis deux, trois ans, en longue maladie, dépression...

La direction de l'entreprise veut réduire les coûts de 25 %, soit 8 millions de dollars (5,5 millions d'euros).

Elle a mis en place des groupes de travail. Les syndicats ont refusé de participer aux deux premiers, qui concernaient la masse salariale. Il n'est pas question de toucher à la masse salariale (71 %). Un élu par syndicat a assisté aux quatre autres groupes de travail pour information.

Le directeur actuel vient de Caterpillar et, dans toutes les entreprises où il est passé, il a mis en place restructurations et plans sociaux.

Le maire de Quimper a reçu rapidement les organisations syndicales, mais n'a pas pris position.

Le député nous a soutenus en se déplaçant sur l'entreprise. Mais on a l'impression que les élus ont les mains liées. On nous fait miroiter une reprise vers avril 2011, soit aux calendes grecques. Les cadences ont d'abord monté, puis il y a eu le plan social. Nous appelons à une réunion pour préparer le rassemblement du 28 novembre. De mon côté, j'en parle aux syndiqués autour de moi pour constituer la délégation et inviter à la réunion.